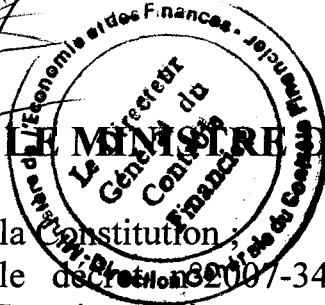


CABINET

Visa CFH° 01446

02.02.2010

Arrêté n°2010 - 029 /MEF/CAB
portant délégation de signature aux
Ministres et aux Présidents d'institutions,
administrateurs de crédits.



LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

- Vu la Constitution ;
- Vu le décret n°2007-349/PRES du 04 juin 2007 portant nomination du Premier Ministre ;
- Vu le décret n°2008- 517/PRES/PM du 03 Septembre 2008 portant remaniement du gouvernement du Burkina Faso ;
- Vu le décret n°2008-403/PRES/PM/SGG-CM du 10 Juillet 2008 portant organisation type de départements ministériels ;
- Vu le décret n°2008-154/PRES/PM/MEF du 02 avril 2008 portant organisation du Ministère de l'Economie et des Finances ;
- Vu la loi n°006 – 2003/AN du 24 janvier 2003 relative aux lois de finances ;
- Vu le décret n° 2003–567/PRES du 29 octobre 2003 portant promulgation de la loi n°006–2003/AN du 24 janvier 2003 relative aux lois de finances ;
- Vu le décret n° 2005-257/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant régime des ordonnateurs et des administrateurs de crédits de l'Etat et des autres organismes publics ;
- Vu le décret n°2008-173/PRES/PM/MEF du 16 avril 2008 portant réglementation générale des marchés publics et des délégations de service public ;

A R R E T E

Article 1^{er} : Les contrats sur financement du budget de l'Etat sont approuvés par les Ministres et les Présidents d'institutions, administrateurs de crédits selon les modalités suivantes :

1. Pour les contrats relatifs aux travaux, la délégation de signature porte sur les marchés dont le montant financier prévisionnel est strictement inférieur à Deux cent millions (200.000.000) F CFA;
2. Pour les contrats relatifs aux fournitures et équipements, la délégation de signature porte sur les marchés dont le montant financier prévisionnel est strictement inférieur à Cent millions (100.000.000) F CFA ;
3. Pour les contrats relatifs aux prestations intellectuelles, la délégation de signature porte sur les marchés dont le montant financier prévisionnel est strictement inférieur à Cinquante millions (50.000.000) F CFA;

4. Pour les contrats relatifs aux services courants, la délégation de signature porte sur les marchés dont le montant financier prévisionnel est strictement inférieur à Cinquante millions (50.000.000) F CFA.

Article 2 : Les contrats d'un montant strictement inférieur à Cent millions (100.000.000) F CFA conclus sur les crédits délégués de l'Etat aux directions régionales sont approuvés par le Gouverneur de région.

Article 3 : Les contrats d'un montant strictement inférieur à Cent millions (100.000.000) F CFA conclus sur les crédits délégués de l'Etat aux directions provinciales et aux districts sanitaires sont approuvés par le Haut-commissaire territorialement compétent.

Article 4 : L'approbation du contrat ne peut intervenir qu'après visa du contrat par le contrôleur financier et sur présentation des pièces justificatives relatives à la régularité de la procédure.

Pour les contrats conclus par la procédure de gré à gré, les administrateurs délégués de crédit sont tenus de produire l'autorisation pour la conclusion d'un contrat de gré à gré accordée par le ministre chargé du budget.

Pour les contrats conclus après un appel à la concurrence, les contrats doivent être accompagnés des procès-verbaux de dépouillement, des rapports d'analyse, des procès-verbaux de délibération et la preuve de la publication des résultats dans la Revue des marchés publics.

Article 5 : Les contrats ainsi approuvés sont résiliés par les mêmes autorités après avis de l'Autorité de régulation des marchés publics.

La résiliation se fait par lettre recommandée adressée au prestataire défaillant avec ampliation à la Personne responsable des marchés, à la direction générale des marchés publics et à l'Autorité de régulation des marchés publics.

Article 6 : Les autorités d'approbation sont tenues de transmettre au délégant, le Ministre de l'Economie et des Finances, une copie de chaque contrat dès son approbation.

Article 7 : Le présent arrêté qui abroge toute disposition de délégation de signatures contraire notamment l'arrêté N°2008-152/MEF/CAB du 13 juin 2008 prend effet pour compter de sa date de signature.

Ouagadougou, le 08/02/2010



Ampliations :

- Large diffusion
- Chrono
- JO